

CONNAISSEZ-VOUS NICOLAS SARKOZY ?



***Testez vos connaissances
sur le nouveau président français***

Pourquoi cette brochure ?

« La communication est à l'action ce que l'aviation est à l'infanterie ; l'aviation doit passer pour que l'infanterie puisse sortir ; c'est lorsqu'on a gagné la bataille de la communication qu'on peut commencer à agir. »

Nicolas Sarkozy, *L'Express*, 17/11/05

Le 6 mai 2007, près de 19 millions de Français-es ont élu Nicolas Sarkozy président de la République. Avec plus de 83% de suffrages exprimés, cette élection a soulevé les passions. Dès l'annonce des résultats, et pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, des manifestations ont éclaté dans la plupart des grandes villes françaises. Depuis 2002, omniprésent dans les médias et les conversations, le leader UMP suscite l'espoir ou la colère. Tant d'informations contradictoires et éparses circulent à son sujet qu'il n'est pas toujours facile d'argumenter sur des faits précis et de proposer une vision d'ensemble.

Un trimestre après l'élection présidentielle, une fois l'agitation retombée, nous avons souhaité faire le point. Immigration, insécurité, techniques oratoires, réseau relationnel... Que savons-nous exactement de Nicolas Sarkozy ? Sous la forme d'un petit questionnaire, nous vous proposons quelques coups de projecteurs sur une personnalité et une idéologie politique souvent méconnues. Nous espérons que les informations rassemblées ici, bien que non exhaustives, constituent quelques *outils d'autodéfense intellectuelle** utiles pour les années à venir.

Fructueuse lecture !

PLAN

I	Questions	page 3
II	Réponses	page 6
III	Et maintenant ?	page 23
IV	Sources	page 26
V	Pour aller (beaucoup) plus loin	page 27

* Cf. *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Normand Baillargeon, Lux, 2006.

I Questions

- 1) Pouvez-vous énumérer dix "stars" (acteurs, humoristes, chanteurs, sportifs ou animateurs de télévision) ayant publiquement soutenu Nicolas Sarkozy ?
- 2) En décembre 2006, quand le chanteur Johnny Halliday a annoncé qu'il partait vivre en Suisse pour des raisons fiscales, que lui a dit Nicolas Sarkozy ?
- a. « *Ecoute Coco, t'avais envie de le faire, tu l'as fait, t'as bien fait.* »
 - b. « *Attends un peu Coco ! J'te supprimerai bientôt l'impôt sur la fortune.* »
 - c. « *Merci Coco ! Avec ça t'as relancé le débat sur les impôts.* »
- 3) Quel est le nom du premier mari de Cécilia Sarkozy ?
- a. Enrico Macias
 - b. Jacques Martin
 - c. Stéphane Collaro
- 4) Entre 2002 et 2007, alors que Nicolas Sarkozy était Ministre de l'Intérieur (hormis de mars 2004 à mai 2005), la délinquance en France a diminué de :
- a. 9,4 %
 - b. 5 % environ
 - c. plus de 20 %
 - d. Ces statistiques, c'est du n'importe quoi.
 - e. Elle a plutôt augmenté.
- 5) Quel est le nombre d'individus "Sans-papiers" expulsés de France depuis 2002 ?
- a. entre 5 000 et 10 000
 - b. entre 10 000 et 30 000
 - c. entre 30 000 et 60 000
 - d. entre 60 000 et 100 000
- 6) Lors d'un entretien avec le journal *Libération*, Nicolas Sarkozy s'est félicité d'avoir supprimé la "double-peine"¹. Le journaliste a acquiescé. Ce dernier était-il ?
- a. incompetent
 - b. bien informé
- 7) Quel est le pourcentage d'HLM à Neuilly-sur-Seine, mairie dirigée par Nicolas Sarkozy de 1983 à 2002 ?
- a. 0,3 %
 - b. environ 1 %
 - c. 2,8 %
 - d. 20 %
- 8) Parmi ces lois sécuritaires, quelles sont celles mises en place sous l'impulsion du ministère de Nicolas Sarkozy ?
- a. Puniton de tout outrage au drapeau ou à l'hymne national.
 - b. Création de la Brigade Anti-Criminalité (BAC).
 - c. Mise en place des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM).
 - d. Autorisation de la vidéosurveillance dans les lieux publics.
- 9) Quel a été le rôle du ministère de Nicolas Sarkozy concernant le fichage ADN ?
- a. Il l'a mis en place.
 - b. Il a étendu son champ d'application.
 - c. Il l'a mis en place puis il a étendu son champ d'application.
 - d. Il a appliqué une loi votée par le précédent gouvernement.

10) Pendant un mois, l'hebdomadaire *Auto Hebdo* a effectué des "filatures discrètes" des principaux candidats à la présidentielle. Lesquels roulaient dans des voitures ayant dépassé les limitations de vitesse ?

- a. Jean-Marie Le Pen c. François Bayrou e. José Bové
 b. Nicolas Sarkozy d. Olivier Besancenot f. Ségolène Royal

11) En 2006, lors d'une conférence d'Azouz Begag, ministre délégué à l'Egalité des chances, celui-ci est vivement interpellé sur la politique d'immigration du gouvernement auquel il participe. Azouz Begag répond : « *Je ne m'appelle pas Azouz Sarkozy. Si vous avez des questions à poser sur le projet de loi d'immigration de monsieur Sarkozy, demandez-lui directement.* » Le lendemain, de nombreux médias reprennent cette citation. Comment a réagi Nicolas Sarkozy ?

- a. Il a menacé Azouz Begag par téléphone.
 b. Il a répliqué sur *TF1* : « *Et moi, je ne m'appelle pas Nicolas Begag !* »
 c. Il a exigé la démission d'Azouz Begag, par un communiqué de presse.

12) Nicolas Sarkozy est-il impliqué dans les affaires suivantes ?

- a. affaire Elf b. affaire Schuller c. affaire des emplois fictifs du RPR

13) Que souhaite Nicolas Sarkozy concernant la religion islamique ?

- a. son interdiction c. son contrôle par l'Etat
 b. son enseignement à l'école

14) Nicolas Sarkozy revendique-t-il son hétérosexualité ?

- a. Oui.
 b. Il ne s'est jamais exprimé sur sa sexualité.
 c. Oui, mais il a confié avoir vécu une courte relation homosexuelle pendant son adolescence.

15) En novembre 2005, une biographie de Cécilia Sarkozy devait être publiée aux éditions *First*. Pourquoi la maison d'édition a-t-elle annulé cette publication ?

- a. Suite à des menaces.
 b. Sur ordre d'un actionnaire de *First*.

16) Nicolas Sarkozy s'est-il engagé à lutter contre :

- a. les inégalités ? d. la solitude des personnes âgées ?
 b. le racisme ? e. le pillage des ressources de la planète ?
 c. les dictatures ? f. les excès de la finance globale ?

17) Quels sont les liens entre Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua ?

- a. Ils ont des origines Corses.
 b. Ils ont des conseillers communs.
 c. Ils ont été tous les deux maires de Neuilly.

18) Le soir de sa victoire, Nicolas Sarkozy a lancé cet appel : « *Je veux dire à tous les enfants à travers le monde, à toutes les femmes martyrisées dans le monde, je veux leur dire que la fierté et le devoir de la France sera d'être à leurs côtés. [...] La France sera du côté des opprimés du monde.* » Où le nouveau président a-t-il ensuite fêté sa victoire ?

- a. Au Centre Social de Clichy c. Au restaurant *Fouquet's* à Paris
 b. A l'Hôtel *Ritz* à Paris d. Aux *Restos du coeur* de Vincennes

19) Après sa victoire, Nicolas Sarkozy a pris quelques jours de repos à Malte, sur un yacht de luxe prêté par le milliardaire français Vincent Bolloré. Aux journalistes soulignant un risque de collusion entre des intérêts industriels et le plus haut représentant des instances publiques, Nicolas Sarkozy répliqua : « *Bolloré n'a jamais travaillé avec l'Etat français*² ». S'agit-il d'un mensonge ou d'une vérité ?

20) Depuis l'investiture de son mari à la présidence de la République, quels sont les "avantages" auxquels a juridiquement droit Cécilia Sarkozy ?

- a. Un bureau à l'Élysée c. Un conseiller diplomatique
 b. Une carte de crédit d. Une voiture de fonction

21) Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy affirma vouloir « *tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés* » en matière de relations franco-africaines, « *se débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officiels qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent* » et « *cesser de traiter indistinctement avec des démocraties et des dictatures*³ ». Quelles mesures a-t-il pris quelques mois après son arrivée au pouvoir ?

- a. Il a dissous la *cellule africaine de l'Élysée*, institution incontrôlée par le parlement, qui supervise la politique africaine de la France depuis 1960.
 b. Il a rompu les relations diplomatiques avec les chefs d'Etat Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou Nguesso (Congo-B) et Idriss Déby (Tchad).
 c. Il a reconnu la complicité de l'Etat français dans le génocide rwandais.
 d. Il a créé un *Observatoire Indépendant des Relations Afrique-France*.

22) Les trois citations ci-dessous sont extraites de discours du général de Gaulle, de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy. Qui a dit quoi ?

- a. « *Je suis fier de l'oeuvre coloniale de la France. Il n'y a que les intellogauchos-masochistes pour critiquer cela. C'est pourtant une image superbe de la France.* »
 b. « *Certes au temps où la colonisation était la seule voie qui permit de pénétrer des peuples repliés dans leur sommeil, nous fûmes des colonisateurs, et parfois impérieux et rudes. Mais au total, ce que nous avons, en tant que tels, accompli laisse un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait.* »
 c. « *La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde [autres que la France] qui aient tant oeuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation.* »

II Réponses

1) Le soutien des "Stars"

Liste non exhaustive : les chanteurs Didier Barbelivien⁴, Faudel⁴, Johnny Halliday⁵, Gilbert Montagné⁶, Jane Manson⁷, Chimène Badi⁸, Henri Salvador⁹, Doc Gynéco (qui explique son ralliement à Nicolas Sarkozy dans son livre *Les grands esprits se rencontrent*⁵), Michel Sardou⁸, Tina Arena⁷, Enrico Macias et Mireille Mathieu (qui, présents aux côtés de Nicolas Sarkozy le soir de la victoire, chantèrent respectivement « *Ah qu'elles sont jolies les filles de Sarkozy* » et « *La Marseillaise*⁶ »); les acteurs Christian Clavier⁴, Roger Hanin⁹, Dominique Farrugia⁹, Alain Delon⁸, Monica Bellucci⁴, Bernard Tapie⁹, Gérard Depardieu⁴, Jean Reno¹⁰ ; les humoristes Pierre Palmade⁸, Michel Leeb⁸, André Glucksmann⁹, Jean-Marie Bigard (qui déclara, le soir de la victoire : « *On peut être gentil et on peut être de droite, putain*⁶ ! »); les animateurs de télévision Arthur¹⁰, Jacques Chancel⁸, Michel Denisot⁸, Pascal Sevran⁹, Michel Field⁸ ; les sportifs Basile Boli¹⁰, David Douillet⁷, Richard Virenque¹⁰, Luc Alphand⁹, Alain Prost⁹, Fabrice Santoro⁹, Philippe Candeloro⁹, Henri Leconte⁹.

2) Johnny Halliday

Selon Johnny Halliday, Nicolas Sarkozy lui aurait dit en privé : « *Ecoute Coco, t'avais envie de le faire, tu l'as fait, t'as bien fait.*¹¹ » Publiquement, il a expliqué que le départ du chanteur était « *bien la preuve qu'il y a un problème en France*¹². » Dès juillet 2007, le nouveau gouvernement réduisait fortement l'impôt sur la fortune (ISF)¹³. Cet impôt concerne environ 500 000 foyers fiscaux sur les 34,5 millions que compte la France¹⁴. La réduction de l'ISF est particulièrement intéressante pour les très grosses fortunes, 13 000 contribuables économisant ainsi 45 000 euros en moyenne par foyer¹⁵. Au total, l'ensemble des réformes fiscales de l'été 2007 entraîne une perte de plus de 10 milliards d'euros pour l'État français, soit autant que le déficit de la sécurité sociale en 2006. L'exonération d'impôt sur les successions est également en projet. Johnny Halliday, qui aurait gagné 6,6 millions d'euros en 2005 (record des chanteurs français¹²), a annoncé qu'il reviendrait vivre en France. Notons que Nicolas Sarkozy est assujéti à l'ISF. Son patrimoine déclaré atteignait environ 2 millions d'euros en avril 2007¹⁶.

3) Le premier mari de Cécilia Sarkozy

Cécilia Sarkozy était la troisième épouse de Jacques Martin, animateur de télévision (dont l'émission *L'école des fans*). C'est Nicolas Sarkozy qui les maria en 1986, en tant que maire de Neuilly. Il confiera plus tard : « *Ce jour-là, j'ai su qu'elle était pour moi*⁴ ». Cécilia et Nicolas Sarkozy, après s'être séparés de leurs conjoints réciproques, se marient en 1996. De rage, Jacques Martin aurait « *cassé la figure* » de Nicolas Sarkozy⁴.

4) Les statistiques de la "délinquance"

Depuis 2002, le ministère de l'Intérieur publie chaque mois des statistiques sur l'évolution de la délinquance, au centième de pourcentage près. En janvier 2007, Nicolas Sarkozy se félicitait des résultats : « *Alors que la délinquance avait augmenté de 17,8% entre 1997 et 2002, elle a baissé de 9,4% depuis 2002*¹⁷. » Ces statistiques, qui se basent sur les plaintes déclarées par les services de police et de gendarmerie, sont contestées. Les principales critiques portent sur :

- *La méthodologie* : de nombreuses atteintes aux biens et à la personne ne sont pas déclarées par les victimes (peur de la police ou des représailles, sentiment de perte de temps si les assurances ne remboursent rien, etc.). Cette réalité est mise en évidence par les enquêtes dites de « victimation », effectuées sur des échantillons de population. Selon une enquête de victimation effectuée par l'INSEE en 2006, la délinquance serait trois fois supérieure aux chiffres officiels¹⁷. Autre biais de la méthodologie officielle : « *Une moins bonne implantation de la police dans une région peut paradoxalement faire baisser les "chiffres de la délinquance" en décourageant les individus à porter plainte. À l'inverse, à nombre égal de délits et à efficacité égale des services de police, ces "chiffres de la délinquance" augmenteraient si on augmente les effectifs de police sur le terrain*¹⁷. »

- *Les manipulations* : Selon *Le Nouvel Observateur*, une enquête interne des services de police et de gendarmerie effectuée en 2005, non publiée par le ministère de l'Intérieur, alerte sur les manipulations de chiffres¹⁸. Depuis 2002, Nicolas Sarkozy exerce une forte pression sur les statistiques de la délinquance : convocation des préfets n'obtenant pas des bons résultats, instauration de primes à l'efficacité au sein des services de police, etc. Cette pression aurait des effets pervers : pour faire baisser les statistiques, les services de police auraient tendance à inscrire des plaintes dans la "main-courante" (registres tenus dans les commissariats pour relater les incidents mineurs ne faisant pas l'objet de poursuites pénales), à truquer les chiffres, ou encore à déclarer des infractions faciles à élucider pour améliorer le taux d'efficacité.

Pour toutes ces raisons, il convient d'être sceptique concernant les chiffres officiels de la délinquance. Notons que les statistiques officielles du chômage sont également contestées. Selon l'actuel gouvernement, le chômage est passé de 10% à 8% de la population active entre février 2005 et juillet 2007¹⁹. En prenant en compte des catégories de population non comptabilisées dans les statistiques officielles (par exemple, celles-ci ne prennent pas en compte 50% des personnes inscrites à l'ANPE), le collectif *Les autres chiffres du chômage* (<http://acdc2007.free.fr>) évalue plutôt à 4,4 millions de personnes le nombre total de chômeurs et chômeuses, soit plus de 15% de la population active²⁰. Les radiations administratives de l'ANPE auraient notamment triplé depuis 1999, et le nombre de personnes vivant avec le RMI augmenté de plus de 20% depuis 2002²¹.

✂ Pour une critique plus détaillée des statistiques officielles et de la notion de "délinquance", lire Portelli Serge, *Ruptures*, 2007, www.betapolitique.fr ; Sur l'art de manipuler les statistiques, lire Baillargeon Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Lux, 2006.

5) Les expulsions de personnes "sans-papiers"

Depuis 2002, près de 100 000 personnes ont été reconduites à la frontière française²². L'objectif fixé par Nicolas Sarkozy est de 25 000 expulsions supplémentaires pour l'année 2007²³. Selon le ministère de l'Intérieur, la France compterait environ 300 000 étrangers en situation irrégulière, 80 000 de plus chaque année. Pour intensifier les expulsions, l'Etat augmente les effectifs policiers ; construit des camps d'internement avant expulsion (centres de rétention administrative) ; incite la police à étendre les contrôles aux locaux associatifs, aux centres d'hébergements ou aux hôpitaux²⁴; simplifie les procédures judiciaires pour les condamnations d'expulsion et les complexifie pour les avocats des demandeurs d'asile ; convoque les préfets n'atteignant pas les objectifs, etc. Le coût de ce dispositif est évalué à plus de 500 millions d'euros par an, ce qui représente plus de 10 000 euros par expulsion²⁵.

Depuis juin 2006, la « *loi relative à l'immigration et à l'intégration* » durcit également les conditions de régularisation des demandeurs d'asile et du regroupement familial, tout en relançant une politique officielle d'immigration de travailleurs dans plusieurs secteurs de l'économie (BTP, restauration, travail saisonnier, vente, informatique, etc.). Une discrimination revendiquée par Nicolas Sarkozy : « *Au nom de quoi les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne et tant d'autres choisiraient les meilleurs étudiants, les meilleurs travailleurs et nous nous n'aurions le droit de choisir personne pour subir tout le monde*²⁶ ? »

Cette politique s'accompagne de discours sur la nécessité de renforcer « *l'identité nationale* » des Français, « *menacée* » par le manque « *d'intégration* » des étrangers. En mai 2007, le nouveau Président créait un ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement. En septembre 2007, l'Assemblée Nationale votait une loi migratoire encore plus restrictive, introduisant notamment la possibilité de fichage génétique et ethnique en matière d'immigration (loi rejetée par le Sénat quelques jours plus tard)²⁷.

✂ Pour en savoir plus, en particulier sur les conséquences humaines, familiales et sociales de cette politique et les résistances possibles, consulter les sites internet de la [Cimade](http://www.cimade.org) (www.cimade.org), du [GISTI](http://www.gisti.org) (www.gisti.org) et du réseau [Education Sans Frontière](http://www.educationsansfrontieres.org) (www.educationsansfrontieres.org).

6) La "double-peine"

En 2003, Nicolas Sarkozy a réformé la législation concernant la "double-peine", c'est-à-dire l'Interdiction du Territoire Français (ITF) en cas de condamnation pénale d'une personne ne détenant pas la nationalité française. Cette réforme n'a pas supprimé la double-peine. Hormis quelques cas particuliers, l'ITF existe toujours. La double-peine est donc toujours applicable et appliquée²⁸.

7) Les HLM de Neuilly

Neuilly compte 2,8% de logements sociaux, au lieu des 20% exigés par la loi²⁹.

✂ Pour une truculente visite de Neuilly, écouter *Ballade au Sarkosistan*, une émission *Là-bas si j'y suis*, Daniel Mermet, France Inter, 27/04/2007, téléchargeable sur www.la-bas.org

8) Les lois "sécuritaires"

Réponses (a) et (c). La Brigade Anti-Criminalité date de 1994 et la vidéosurveillance dans les lieux publics de 1995. Le détail de toutes les lois sécuritaires instaurées depuis 2002 pourrait faire l'objet d'une brochure entière (voir tableau page 11). A travers la *loi pour la sécurité intérieure* (2003), la *loi Perben 2* (2004) et la *loi sur la prévention de la délinquance* (2007), le code pénal est considérablement durci et les peines de prison alourdies, notamment pour les mineurs. Entre 2002 et 2007, la population carcérale est passée de 48 000 à 58 000, les prisons françaises étant régulièrement dénoncées pour leur état accablant¹⁷.

Cette politique répressive s'accompagne de nouveaux dispositifs de surveillance des comportements jugés "déviant", en particulier pour les mineurs. En novembre 2005, le *rapport Benisti*, remis par le député UMP du même nom à l'assemblée nationale, prédefini les stigmates de la "délinquance" en fonction du comportement des enfants dès l'âge de trois ans³⁰. Ce rapport inspire plusieurs mesures de la *loi sur la prévention de la délinquance*. Ainsi, les agents sociaux (assistant-e-s sociales, éducateurs...) sont désormais incités à jouer le rôle d'informateurs auprès des forces de police. Des fichiers municipaux rassemblant les personnes présentant des "difficultés" sociales, éducatives, psychiatriques et financières sont créés, consultables par les autorités. Les établissements scolaires sont également mis à contribution. Expérimenté depuis 2004 et bientôt généralisé, le fichier *base-élève* recense les enfants scolarisés, leurs "origines" géographiques, la langue parlée au domicile, leur culture d'origine, leurs résultats et difficultés scolaires, l'absentéisme, l'éventuel suivi médical, psychologique ou psychiatrique, ou encore la situation de la famille³¹. Enfin, de nouvelles technologies de surveillance et de répression sont progressivement déployées : tasers, cartes d'identité biométriques, vidéosurveillance "intelligente" (capable de reconnaître automatiquement des visages ou des comportements), puces RFID (permettant le stockage et la lecture de données à distance -elles peuvent être sous-cutanées), fichage ADN (traité dans la question suivante), etc.

✂ Sur les lois sécuritaires et leurs effets, lire Portelli Serge, *Ruptures*, 2007, www.betapolitique.fr ; Pour une réflexion de fond sur les politiques répressives, lire Baker Catherine, *Pourquoi faudrait-il punir ?*, tahn party, 2006.




9) Le fichage ADN

C'est le gouvernement de Lionel Jospin qui, en 1998, instaure le prélèvement ADN pour les auteurs de crimes sexuels commis sur des mineurs. En 2001, ce même gouvernement élargit le fichage génétique aux homicides volontaires, proxénétisme et atteintes aux biens accompagnés de violence. En 2003, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, le fichage ADN est étendu à la quasi-totalité des crimes et délits d'atteintes aux personnes et aux biens (vol, tag, arrachage de cultures OGM, outrage à agent, insulte, dégradation...). Seuls les délits financiers sont exemptés (abus de biens sociaux, fausses factures, fraude fiscale, corruption...). Doivent être fichées les personnes condamnées, sans limite d'âge, mais également les personnes simplement suspectées, « *à l'encontre desquelles il existe des indices graves ou concordants* ». Actuellement, près de 500 000 personnes sont fichées, dont plus de 200 000 sur simple présomption (sans qu'une condamnation ait été prononcée à leur encontre). D'ici 2009, l'objectif de l'Etat français est d'atteindre le million de personnes fichées.

Initialement créé pour les crimes sexuels, le fichage génétique s'applique désormais à tout acte politique jugé illégal (manifestation, fauchage d'OGM, action anti-pub, action directe syndicale, etc.). Ces décisions ont été prises sans aucun débat de fond sur leurs implications sociales et politiques. Sans aucun débat sur les risques de détournement futur des données génétiques. Au nom de la « *lutte contre l'insécurité et le terrorisme* », l'Etat durcit ses lois, multiplie les fichages, déploie de nouvelles technologies de contrôle, et, ce faisant, se dote d'outils de plus en plus performants pour réprimer l'opposition politique. Ne serait-ce que par le sentiment de peur diffuse généré par cette « *vague sécuritaire* ».

Depuis l'automne 2006, un collectif REFUS ADN s'est constitué. Cette structure d'information et de soutien vise à rassembler les personnes refusant le prélèvement ADN : <http://refusadn.free.fr>

 Pour plus de détails sur le fichage ADN et les résistances possibles, lire *Refuser le fichage ADN*, brochure disponible sur <http://infokiosques.net/>

10) Excès de vitesse

Nicolas Sarkozy (130 km/h dans une zone limitée à 70), Jean-Marie Le Pen (185 km/h au lieu de 130), François Bayrou (120 km/h au lieu de 70), Ségolène Royal (158 km/h au lieu de 110). Les autres candidats n'ont pas été filés³².

Dans son livre-programme *Ensemble*, Nicolas Sarkozy écrit que l'une des conditions du succès de sa politique est « *que nous nous appliquions à nous-mêmes cette morale de la responsabilité que nous voudrions inculquer aux plus jeunes, car la jeunesse a besoin d'exemplarité*³³. »

Liste non exhaustive de lois ou mesures sécuritaires depuis 2002

2002	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des cas de comparution immédiate. - Peines alourdies pour les mineurs, création de Centres Éducatifs Fermés (CEF) dès 13 ans.
2003	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles incriminations pénales visant le stationnement des jeunes dans les halls d'immeuble, la mendicité, les prostitué-e-s, les gens du voyage. - Punition de tout « outrage au drapeau national » ou à l'hymne national.
2004	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures pour favoriser la délation et l'impunité des délateurs. - Extension du champ des perquisitions, pouvant désormais avoir lieu en l'absence ou sans l'accord de la personne, y compris de nuit. - Garde à vue portée à 4 jours en cas d'accusation de banditisme, de proxénétisme ou de trafic de stupéfiants (et à 6 jours en cas de "terrorisme").
2005	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration de l'état d'urgence de novembre 2005 à janvier 2006 (couvre-feu, extension des pouvoirs répressifs). - Surveillance électronique des délinquants sexuels après libération.
2006	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi à des élus politiques (maires, présidents de conseil général...) d'un pouvoir de sanction des familles et des jeunes en cas « d'incivilité ». - Forces de police équipées en Taser (pistolet à décharge électrique). - Obligation pour les fournisseurs d'accès internet de stocker les données 1 an pour les fournir à la police en cas de procédure.
2007	<ul style="list-style-type: none"> - Création de fichiers municipaux regroupant les personnes présentant des "difficultés" sociales et financières. Le maire et le président du conseil général ont désormais accès aux informations confidentielles que seuls les éducateurs et les assistantes sociales détenaient. - Fichage des personnes présentant des troubles psychiatriques, avec procédures d'internement psychiatrique simplifiées. - Mise en place des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) à partir de 13 ans. - Interdiction de faire circuler sur internet des images de violences policières. - Création d'une "milice" de soutien à la police, le « service volontaire citoyen de la police nationale ». - Instauration de peines planchers (peines minimales obligatoires, auxquelles le juge ne peut pas déroger) dès la première récidive pour les crimes et délits passibles d'au moins 3 ans d'emprisonnement.
prévu pour 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle carte d'identité biométrique baptisée INES (Identité Nationale Electronique Sécurisée). Sa puce (lisible à distance) contiendra : empreintes digitales numérisées, photographie vectorisée de notre visage, numéro personnel d'identification permettant d'interroger les fichiers de police. - Extension de la vidéo-surveillance de 1 à 3 millions de caméras sur le territoire français.

« La France comme toutes les nations a, au cours de sa longue histoire, commis des erreurs et même parfois des fautes. Mais le peuple français a toujours choisi le camp de la liberté et celui de la démocratie. [...] Regardons notre monde en face. Jamais il n'y a eu autant de phénomènes de rente qui concentrent autant de profits sur quelques grands groupes. Il y a dans le monde et jusque dans les pays les plus riches, une multitude d'hommes et de femmes, qui n'ont même plus l'espoir de sortir un jour de leur détresse matérielle et morale. Alors pour terminer, je veux m'adresser à la conscience de tous ceux qui ont une responsabilité dans la conduite des affaires du monde. Parce que si nous ne le faisons pas, les pauvres et les exploités se révolteront un jour contre l'injustice qui leur est faite. »

Nicolas Sarkozy, discours devant l'ONU, 25 septembre 2007

11) Azouz Begag

Selon Azouz Begag, Nicolas Sarkozy l'aurait violemment menacé par téléphone : « *Sale connard ! Je vais te casser la gueule ! Tu vas faire une dépêche à l'AFP pour t'excuser, sinon je te casse la gueule*³⁴ ! » « *Allez, fissa, sors de là ! Dégage d'ici, je te dis, dégage !* », lui aurait également lancé Brice Hortefeux sur les bancs de l'Assemblée nationale³⁴. Si Nicolas Sarkozy réfute cette version des faits³⁵, son agressivité a cependant été dénoncée à d'autres occasions. Quelques exemples : suite à un article critique dans *Libération*, il aurait téléphoné au propriétaire du journal : « *Vous êtes un journal de merde ! Avec des journalistes de merde*³⁶ ! » Suite à un accueil jugé décevant à *France 3 national*, il aurait menacé les journalistes : « *Si je suis élu, je vous ferai tous virer*³⁶ ! » Suite aux attaques dont il a été l'objet concernant l'affaire Clearstream, il aurait dit : « *Je retrouverai le coupable et je le pendrai à un croc e boucher*³⁷ ! » Selon certains de ses collaborateurs, Nicolas Sarkozy était, pendant la campagne présidentielle, souvent humiliant, colérique et agressif en privé³⁸.

Dans son livre-programme, *Ensemble*³³, Nicolas Sarkozy écrit : « *En politique, je ne fais plus la guerre. [...] Je n'ai aucun esprit de revanche. J'ignore jusqu'à l'idée même de la haine.* » Sur *France 3*, il confiait : « *Vous savez, il m'a fallu du temps pour comprendre que la gentillesse était une qualité essentielle. C'est tellement agréable de rencontrer quelqu'un de gentil*³⁹. » A sa biographe Catherine Nay, il aurait affirmé : « *C'est vrai, j'étais égoïste, dépourvu de toute humanité, inattentif aux autres, dur, brutal... Mais j'ai changé*⁴⁰ ! »

12) Les affaires

Juridiquement, Nicolas Sarkozy n'est impliqué dans aucune de ces affaires. Son nom apparaît cependant dans certains livres consacrés à :


- *L'affaire des emplois fictifs du RPR* : une permanente du RPR était rémunérée par la mairie de Neuilly, à l'époque où Nicolas Sarkozy en était le maire⁴¹. Était-ce un cas isolé ? Nicolas Sarkozy n'a semble-t-il jamais été interrogé par la Justice à ce sujet⁴¹.

- *L'affaire Schuller* : Didier Schuller était le directeur général de l'office d'HLM des Hauts-de-Seine. Membre du RPR, il est condamné en 1994 pour un vaste système de détournement de fonds publics, à des fins notamment politiques. Selon son bras droit, Jean-Paul Schimpf, interpellé en flagrant délit alors qu'une entreprise d'assainissement lui remettait une valise de billets pour l'obtention d'un marché public, Didier Schuller finançait des campagnes politiques comme celles de Patrick Balkany, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy⁴¹. A notre connaissance, aucune enquête n'a été lancée pour vérifier ces propos.

- *L'affaire Elf* : convoqué par la juge Eva Joly, l'ancien PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent affirme avoir abordé le fond du dossier Elf pour préparer sa défense avec de nombreuses personnalités, dont Nicolas Sarkozy, alors Ministre du Budget⁴². Que se sont-ils dits ? Pourquoi Loïk Le Floch-Prigent est-il allé rencontrer Nicolas Sarkozy ?

Notons que Nicolas Sarkozy soutient des politiciens condamnés par la Justice française pour détournements de fonds publics à des fins politiques et d'enrichissement personnel, notamment Alain Carignon et Patrick Balkany⁴¹. Pendant la campagne, Nicolas Sarkozy déclarait : « *Je n'ai pas l'habitude de fréquenter des gens qui ont été condamnés par la Justice*⁴³. »

Le 7 mars 2007, *Le Canard Enchaîné* affirmait que le leader UMP avait bénéficié d'un rabais « *d'au moins 300 000 euros* » de la part du promoteur immobilier Lasserre sur l'achat de son appartement de Neuilly (revendu depuis), construit sur un terrain fourni par la mairie alors qu'il en était le maire. Une enquête préliminaire a récemment été ouverte par le parquet de Nanterre.

 Nous n'avons pas évoqué ici l'affaire *Clearstream*, dans laquelle Nicolas Sarkozy a porté plainte pour diffamation, se disant victime d'un faux document. Pour comprendre cette affaire : Robert Denis, *Clearstream, l'enquête*, Les arènes, 2006.

13) La religion

Dans son livre-entretien *La République, les religions, l'espérance*, Nicolas Sarkozy expose sa conception du rôle de l'Etat vis-à-vis des religions. Se définissant comme « *catholique croyant*⁴⁴ », il développe le raisonnement suivant (en résumé) :

- La religion est vecteur d'espoir, de sens moral et de civilisation.
- L'une des sources de « *désespérance* » des populations des banlieues françaises réside dans le manque de valeurs spirituelles, remplacées par la « *religion de la violence, de la drogue ou de l'argent* ».
- Ce manque de spiritualité alimente l'intégrisme musulman : « *C'est parce qu'il n'y a pas assez de lieux de culte musulmans publics qu'il y a une progression de l'intégrisme aujourd'hui.* »
- Dans ces conditions, il faut développer des lieux de culte publics dans les quartiers populaires. Les chrétiens ne doivent pas craindre ce développement institutionnel de l'Islam, ce choix étant préférable à l'absence de foi.
- Le développement des institutions religieuses doit être encadré et partiellement financé par l'Etat. C'est dans cet esprit que Nicolas Sarkozy a mis en place le *Conseil Français du Culte Musulman* en 2003. Cette institution se veut l'organe de représentation et de concertation des musulmans français avec l'Etat.
- Afin de contribuer au civisme de la population, les ministres du culte (imams, prêtres...) doivent recevoir des formations « *national républicaine* ». Inversement, l'Etat doit sensibiliser les jeunes à la spiritualité, à travers l'introduction d'enseignements religieux à l'école.
- L'Etat doit cependant distinguer les religions des sectes. Le principal critère est la « *pérennité historique* » : « *l'authenticité du message spirituel est en quelque sorte légitimé par sa pérennité au travers des générations.* »


La République, les religions, l'espérance est co-signé par Thibaud Collin et Philippe Verdin, tous deux opposés au mariage homosexuel et au droit à l'avortement⁴⁴.

 Pour une critique approfondie de la conception religieuse de Nicolas Sarkozy, lire Monvoisin Richard, *Le Sarkozy sans peine*, <http://infokiosques.net>

14) Sexualité

En avril 2007, Nicolas Sarkozy affirmait : « *Je suis né hétérosexuel*⁴⁵. » Interrogé sur la construction de l'identité des individus, il insistait sur la prédominance des caractéristiques biologiques par rapport à l'histoire, l'éducation, le contexte affectif et social. Quelques mois auparavant, il confiait : « *J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile, et c'est d'ailleurs un problème que nous ne sachions soigner cette pathologie. Il y a 1 200 ou 1 300 jeunes qui se suicident en France chaque année. Ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupés ! Mais parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité, une douleur préalable*⁴⁶. »

Cette conception du monde selon laquelle l'inné prédomine sur l'acquis présente de nombreux avantages politiques. Elle minimise la responsabilité de l'organisation sociale dans les souffrances psychiques, les maladies, les suicides et la misère de la population. Elle encourage les logiques répressives et carcérales : si certains individus sont intrinsèquement pédophiles, ne sont-ils pas incurables ? Il ne reste qu'à les enfermer ou les "éliminer" socialement par la camisole physique ou chimique. Enfin, cette idéologie essentialiste ouvre la porte aux discriminations et aux racismes : certains seraient faits pour commander, d'autres pour être guidés, certains pour être riches, d'autres pour vivre dans des HLM... De quoi méditer sur cette récente déclaration de Cécilia Sarkozy sur l'actuelle ministre de la Justice, Rachida Dati : « *Elle est de la race des seigneurs*⁴⁷. »

 Pour des éléments scientifiques au débat inné/acquis, lire Kupiec, Sonigo, *Ni Dieu ni gène*, Seuil, 2003.

Nicolas Sarkozy de Nagy-Bosca en quelques dates

1955 Naissance de Nicolas Sarkozy de Nagy-Bosca. Son père est un immigré issu de la noblesse hongroise. Nicolas Sarkozy grandit à Paris, notamment à Neuilly sur Seine.

1980 Nicolas Sarkozy devient président du comité de soutien des jeunes à la candidature de Jacques Chirac aux présidentielles de 1981. Très tôt engagé en politique, à moins de 20 ans il rentre à l'UDR puis au RPR. Parrainé par Charles Pasqua, il monte progressivement dans la hiérarchie du parti et soutient Jacques Chirac. Aux présidentielles de 1995, il se rallie cependant à Edouard Balladur. En 2002, il soutient de nouveau Jacques Chirac. **1981** Nicolas Sarkozy, qui a raté Sciences-Po Paris, devient avocat et s'associe pour créer le cabinet parisien *Arnaud Claude et Nicolas Sarkozy*, spécialisé dans le droit immobilier. Nicolas Sarkozy n'a presque jamais plaidé mais il touche une part des profits de ce cabinet d'avocat. **1983** Chargé d'organiser la primaire au sein de la droite pour la succession du maire de Neuilly sur Seine (la ville la plus riche de France), Nicolas Sarkozy prend de court le prétendant en titre, Charles Pasqua, alors hospitalisé pour l'opération d'une hernie. Il restera Maire jusqu'en 2002.

1987 Chargé de mission de mars 1987 à mai 1988 pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au sein du ministère de l'Intérieur.⁴⁷ **1988** Député RPR des Hauts-de-Seine, réélu en 1993, 1997 et 2002. **1993** Ministre du Budget du gouvernement Balladur.

2002 Ministre de l'Intérieur du gouvernement Raffarin. **2004** Président du Conseil général des Hauts de Seine (département le plus riche de France), succédant à Charles Pasqua. Ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Raffarin. Pour devenir président de l'UMP, il abandonne le poste de Ministre, sur demande de Jacques Chirac qui refuse qu'un Ministre soit également président de l'UMP. **2005** Jacques Chirac nomme Nicolas Sarkozy, toujours président de l'UMP, Ministre de l'Intérieur.

15) Biographie de Cécilia Sarkozy

Après convocation au ministère de l'Intérieur (dirigé par Nicolas Sarkozy), les éditions *First* ont annulé la sortie d'une biographie sur Cécilia Sarkozy⁴. Une partie de cette biographie sera finalement publiée en 2006, sous forme de fiction⁴⁹.

Cet épisode intervient au coeur d'une crise au sein du couple Sarkozy. Petit rappel des faits : depuis 1996, Cécilia Sarkozy joue un rôle important dans la vie politique de son mari, notamment en matière de relations publiques. Elle était sa directrice de cabinet à l'UMP, sa chargée de relations publiques au ministère des Finances⁸. Interrogée sur son poste à Bercy, elle affirmait alors : « *Toutes les femmes de ministre ont un bureau. Mme Raffarin a un secrétariat lourd, et Mme Chirac un secrétariat personnel. C'est pareil dans les préfectures et les ambassades. Toutes les femmes ont un bureau, ne serait-ce que pour commander les cacahuètes. Eh bien moi aussi ! Et j'en profite pour faire deux ou trois trucs en plus*⁵⁰... » En mai 2004, *Le Canard enchaîné* révélait une note émanant du ministère des Finances, selon laquelle « *toute demande de Cécilia Sarkozy devait être honorée et qu'il ne soit jamais fait référence aux problèmes de coût ou de disponibilité de crédits* ». Le journal cite un copieux renouvellement de mobilier, d'équipements high-tech, le choix de voitures luxueuses, le renforcement des mesures de sécurité, etc.⁵¹

Si, quelques années auparavant, Nicolas Sarkozy affirmait qu'il n'utiliserait jamais sa famille pour servir sa carrière⁸, il médiatise intensément sa famille à partir de 2002. Lors de son investiture à la tête de l'UMP, en 2004, un film diffusé devant 600 journalistes sur écran géant se termine par l'image de son fils Louis s'écriant : « *Bonne chance, mon papa*⁴ ! » Dans les magazines *People*, le couple affiche son amour. Pour Cécilia Sarkozy, « *On ne peut même pas dire qu'on s'aime. C'est plus que ça, on est en osmose. On se lâche vingt-quatre heures et j'en suis malade. Au bout de quinze ans*⁵⁰ ... »

En mai 2005, Le journal suisse *Le Matin* dévoile une relation entre Cécilia Sarkozy et Richard Attias, patron de *Publicis Events Worldwide*, publicitaire new-yorkais prestataire de l'UMP⁴. Nicolas Sarkozy accuse ses rivaux politiques d'avoir alimenté ces révélations (notamment Dominique De Villepin, devenu Ministre de l'Intérieur). En juin 2005, nommé pour une seconde fois au ministère de l'Intérieur, il déclare publiquement qu'il revient « *pour répondre aux officines et aux coups tordus*⁴ ». Cette intention affichée d'instrumentaliser la police à des fins personnelles ne déclenche aucun tollé dans les médias. De fait, les révélations sur la vie privée du leader UMP s'estompent. En septembre 2005, aucune rédaction n'accepte de publier des photos de Nicolas Sarkozy avec sa nouvelle compagne, journaliste au *Figaro*⁴ (des paparazzi les avaient repéré au magasin *Darty*, alors qu'ils achetaient pour 16 000 euros d'équipement ménager⁵²). En juin 2006, Cécilia Sarkozy rejoint finalement son mari place Beauvau⁵³. Elle n'aurait cependant pas voté pour lui au second tour des présidentielles⁵⁴. En octobre 2007, le couple divorçait.

Selon Nicolas Sarkozy, cette épreuve a eu des retombées politiques positives. Elle lui a permis de se présenter comme fragile et sensible : « *Avec tout ce qu'on écrit sur moi, les gens disent que je vais craquer. Ça crée de l'affect. Avant, on parlait de mon ambition personnelle. Maintenant, on parle de mon humanité*⁵⁵. »

16) Déclarations humanistes

Contre tout cela. Il s'est également engagé à lutter contre la pauvreté, l'injustice, les violences conjugales, le chômage, la crise du logement, « *les dérives du libre-échange* », « *les atteintes aux droits de l'homme* », « *le réchauffement climatique* »³³, etc. Ces nombreuses déclarations humanistes constituent l'une des stratégies de communication développées par Nicolas Sarkozy. En voici quelques autres (avec des citations caractéristiques entre parenthèses) :

► **Mettre en scène la lutte contre « l'insécurité ».** Le succès médiatique du leader UMP débute en 2002. Nommé Ministre de l'Intérieur, il profite au maximum de sa position pour développer une image ferme, efficace et rassurante de lui-même. Entouré de publicitaires (*Publicis-France*, *RSCG*)⁸, il met en scène la « *lutte contre l'insécurité* » : déplacements filmés sur le terrain, annonce de résultats chiffrés, déclarations polémiques. Cette stratégie d'omniprésence, avec plusieurs "coups médiatiques" chaque semaine, lui confère une position offensive (« *On m'attaque sur la Corse, je suis en Roumanie. On m'attaque sur la Roumanie, je suis à Sangatte. On m'attaque à Sangatte, je suis ailleurs*⁸. »). Face aux caméras, Nicolas Sarkozy travaille un style de communication télévisuelle : phrases courtes, vocabulaire simple, attitudes déterminées (« *Vous savez pourquoi je suis tellement populaire ? Parce que je parle comme les gens*³⁶. »). Pour le ministre de l'Intérieur, les causes de l'insécurité sont simples : ce sont notamment les « *voyous* », la « *racaille* », qu'il convient d'éliminer (« *Je suis là pour faire un travail, et mon travail, c'est de débarrasser la France des voyous, je ne vais pas me gêner*⁵⁶. » « *Les voyous vont disparaître, je mettrai les effectifs qu'il faut mais on nettoiera la Cité des 4000 [...] On va nettoyer au Kärcher*⁵⁷ »). D'autres populations sont également ciblées par les différentes lois instaurées depuis 2002 : les prostituées, les « *bandes de Roumains* », les Tziganes, les immigrés, les musulmans⁸. Pour souligner l'urgence d'agir et donc l'importance de son rôle, Nicolas Sarkozy fait appel aux émotions, dramatise la « *peur des Français* », raconte de terrifiants faits divers. Dans cette lutte, la police est magnifiée (« *Les forces de police ont besoin d'être considérées, respectées, j'allais dire aimées*⁵⁸. »). La réflexion sur les causes de la délinquance apparaît secondaire, presque inutile (« *Le fait que l'on cherche et que parfois l'on trouve des explications à la délinquance ne la rend pas plus acceptable pour autant*⁸ ! », « *A vouloir expliquer l'inexplicable, on excuse l'inexcusable*⁵⁹ ! »).

► **Stigmatiser certaines populations.** Les discours de Nicolas Sarkozy sont marqués par une série d'oppositions manichéennes entre "assistés" et "salariés", "grévistes" et "travailleurs", "Sans-Papiers" et "immigrés légaux", ou encore "vrais jeunes" et "racaille". (« *Je suis venu parce qu'ici c'est la France, la vraie France [...] la France qui croit à l'effort, la France qui est dure à la peine, la France dont on ne parle jamais parce qu'elle ne se plaint pas. Elle est ici la France à laquelle je crois, la France qui ne brûle pas les voitures. [...] Ici, c'est la France qui ne bloque pas les trains, et bien moi je veux parler pour la France qui ne bloque pas les trains, car j'en ai assez de cette infime minorité qui, sans raison, bloque les trains et empêche les autres de travailler*⁶⁰. », « *Je n'accepte pas qu'il y ait des gens qui soient au RMI et qui, à la fin du mois, aient autant que des gens comme vous [des salariés] qui se lèvent tôt le matin*⁶¹. »)

Le raisonnement qui émane des discours du leader UMP pourrait se résumer ainsi :

- La France est menacée par les bénéficiaires abusifs d'aides sociales, les grévistes (quand ils empêchent les salariés de travailler), les immigrés (quand ils pratiquent la polygamie, l'excision, oppriment les femmes, dénaturent l'identité nationale...), les racailles (qui brûlent les voitures...), etc.
- Face à ces menaces, l'État doit durcir les dispositifs sociaux, limiter le droit de grève, modifier le code du travail, restreindre l'immigration, expulser les "clandestins", contrôler davantage la population, notamment les mineurs.

Bien qu'adoptant une stratégie de criminalisation de la misère⁶², le leader UMP affirme : « *Etre de droite c'est refuser de parler au nom d'une France contre une autre*⁶³. », « *Le rôle du politique est de tout faire pour ne pas exacerber les tensions*⁶⁴. »

► **Courtiser l'électorat du Front National.** Tout en affirmant son opposition avec Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy a déclaré vouloir « *chercher un par un*⁶⁵ » les électeurs FN. De fait, ses discours reprennent certaines idéologies frontistes : nationalisme, sous-entendus racistes, immigration présentée comme une menace pour « *l'identité nationale* » et souvent associée aux notions de polygamie, d'excision ou de voile (« *Si Le Pen dit que le soleil est jaune, je ne vais pas être obligé d'arriver en prétendant qu'il est bleu. Personne n'est obligé d'habiter en France. Quand on habite en France on respecte ses règles. C'est-à-dire qu'on n'est pas polygame, qu'on ne pratique pas l'excision sur ses filles, qu'on n'égorge pas le mouton dans son appartement, et qu'on respecte les règles républicaines*⁶⁶. », « *Les mineurs de 1945 n'ont rien à voir avec les géants noirs des banlieues d'aujourd'hui, qui ont moins de 18 ans et qui font peur à tout le monde*⁶⁷. » « *Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter*⁶⁸. »). Notons que si Nicolas Sarkozy présente peu d'empathie pour les « *voyous* », les « *assistés* » et les « *clandestins* », il se montre particulièrement compréhensif et bienveillant à l'égard des électeurs du FN (« *Il n'est pas question de faire des reproches à ces électeurs [...] Si ces gens-là votent comme ils votent, c'est parce qu'ils souffrent. On ne va pas le leur reprocher, ni les diaboliser*⁶⁹. »). Lors de la campagne, il confie : « *Je vous dis une chose. Si on n'avait pas l'identité nationale, on serait derrière Ségolène. On est sur le premier tour, mes amis. Si je suis à 30%, c'est qu'on a les électeurs de Le Pen. Si les électeurs de Le Pen me quittent, on plonge*⁷⁰. »

► **Promettre des gains économiques individuels** : diminution des impôts, plein-emploi, augmentation du pouvoir d'achat, accès à la propriété (« *Nous ferons de la France un pays de propriétaires*⁷¹. »). Nicolas Sarkozy, qui se définit comme un « *libéral humaniste* », affiche une idéologie méritocratique (« *Ce doit être à chacun selon son mérite*⁸. », « *Le but de la République, c'est de permettre à celui qui commence tout en bas de l'échelle sociale de la gravir aussi haut que ses capacités le lui permettent*⁷². ») Dans ses discours de campagne, il n'y a pas d'opposition riches/pauvres, capitalistes/ouvriers, actionnaires/salariés : le capitalisme est un bon système, l'enrichissement des riches entraîne celui des pauvres, les riches sont les plus méritants (« *Les gens qui habitent Neuilly sont ceux qui se sont battus pour prendre plus de responsabilités, pour travailler plus que les autres*³⁶. »). Le rôle de l'Etat est de prendre garde aux « *dérives du marché* », « *d'humaniser le capitalisme* », de « *responsabiliser les actionnaires* », etc.

► **Sonder l'opinion.** Pour adapter au maximum ses discours aux attentes de l'électorat, Nicolas Sarkozy, plus que tous les autres candidats, a commandé de nombreux sondages. En particulier, « *Chaque fois qu'il participe à une émission de télé ou à un JT, il fait appel à l'agence Médiascopie. Un groupe témoin suit en direct la prestation télévisée. Chacun des membres de ce panel est équipé d'un joystick avec lequel il note "positif" ou "négatif" les propos du ministre. En retour, Nicolas Sarkozy connaît à quel moment précis son message est passé et la manière dont il a été perçu*⁴. » L'utilisation du mot *racaille* a été testé ainsi, puis repris régulièrement⁴. Nicolas Sarkozy a même parfois justifié ses actions par l'opinion (« *Aller contre moi, c'est aller contre l'opinion publique*⁷³. »). Si Nicolas Sarkozy dément employer de telles stratégies (« *Je vous le dis avec franchise : je ne calcule rien, je ne cherche pas à marquer des points ici et je ne crains pas d'en perdre là. Je dis tout simplement aux Français ce que je veux faire pour notre pays*⁷⁴. »), il révèle cependant parfois quelques "astuces". Par exemple lors des réunions publiques : « *Au début, je pratiquais les questions-réponses avec la salle, mais je me suis rendu compte que ça ne permettait pas de garder le fil, d'exposer un raisonnement linéaire. Maintenant, c'est moi qui fais les questions et les réponses et, à la sortie, les gens ont l'impression qu'on s'est vraiment parlé*⁷⁵. »

Ce bref panorama de quelques stratégies de communication n'est ni exhaustif, ni suffisamment détaillé. Notons cependant, pour terminer, que ces stratégies ont été portées par :

- La "machine de guerre" UMP : campagnes d'affichage, spots télé et radio, emailings, caravanes publicitaires avec distributions de gadgets estampillés UMP, nombreux meetings spectaculaires sur le mode nord-américain (avec animateur vedette, musique grandiose, "afters" en boites de nuit...), l'UMP n'a pas lésiné sur les moyens⁸. Officiellement, Nicolas Sarkozy a dépensé 21 millions d'euros pour sa campagne, contre 20,7 pour la candidate PS, très loin devant tous les autres candidats⁷⁶.

- L'industrie médiatique : depuis 2002, le leader UMP a bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle. Rarement positionné face à des journalistes incisifs, critiques et bien informés, il a utilisé les médias comme autant de tribunes pour développer ses idées et ses stratégies. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la plupart des grands actionnaires ou propriétaires de médias sont proches de Nicolas Sarkozy, et avaient intérêt à son élection : Serge Dassault (*Le Figaro*), François Pinault (*Le Point*), Bernard Arnault (*La Tribune*), Arnaud Lagardère (*Europe 1, Paris Match*), Edouard de Rothschild (*Libération*), Martin Bouygues (*TF1, LCI*), notons que Martin Bouygues est le parrain du fils cadet de Nicolas Sarkozy⁸. Deux petites anecdotes significatives : quelques semaines après l'élection de Nicolas Sarkozy, la rédactrice en chef du service politique du journal *Le Point*, Catherine Pégard, était nommée à l'Elysée ; inversement, sur demande de Nicolas Sarkozy⁷⁷, Laurent Solly, proche conseiller du président, rejoignait le groupe *Bouygues* pour prendre, à terme, un poste à *TF1*⁷⁸.


✂ Pour en savoir plus, lire Artufel & Duroux, *Nicolas Sarkozy et la communication*, Pepper, 2006 ; écouter *Le poids des mots, le choc de Sarko*, émission *Là-bas si j'y suis*, France Inter, 02/05/2007, téléchargeable sur <http://www.la-bas.org>

17) Charles Pasqua

Nicolas Sarkozy a pris ses distances politiques avec Charles Pasqua depuis plusieurs années. Mais leurs liens sont historiquement forts. Charles Pasqua était le témoin du premier mariage de Nicolas Sarkozy. Il a joué un rôle majeur dans son éducation politique, à Neuilly-sur-Seine, dans les Hauts de Seine et au RPR. Nicolas Sarkozy se définissait dans les années 70 comme le « double » de Charles Pasqua, déclarant en 1983 : « *C'est l'un des hommes les plus honnêtes que je connaisse*⁴¹ ». Il l'a certes trahi par la suite, pour devenir maire de Neuilly à sa place. Mais les deux hommes se sont ensuite réconciliés. Ainsi, Nicolas Sarkozy a probablement aidé Charles Pasqua à devenir sénateur en 2004⁷⁹. Ce dernier, poursuivi en Justice dans de nombreuses affaires (Falcone, Sofremi, Alsthom, etc.), bénéficie ainsi d'une confortable immunité parlementaire.

Plusieurs bras droits de Nicolas Sarkozy sont des anciens bras droits de Charles Pasqua. C'est le cas de Claude Guéant, directeur de campagne de Nicolas Sarkozy. Cet énarque était secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine de 1987 à 1991 (chargé de contrôle de la légalité des marchés publics des HLM), puis Directeur Général de la Police Nationale de 1994 à 1998, nommé par Charles Pasqua⁴¹. Citons également Michel Gaudin, ancien directeur de cabinet de Charles Pasqua au conseil général des Hauts-de-Seine, puis Directeur Général de la Police Nationale de 2002 à 2007, désormais préfet de police de Paris.

En 2004, avant de succéder à Charles Pasqua à la tête du conseil général des Hauts-de-Seine, Nicolas Sarkozy lui rend un hommage appuyé⁷⁹. Le conseil général met également à la disposition du président sortant une voiture de fonction avec chauffeur, une secrétaire et des bureaux⁷⁹. Si Nicolas Sarkozy a ensuite lancé un audit général du conseil général, ses conclusions sont restées secrètes⁴¹. A notre connaissance, sa politique dans les Hauts de Seine s'inscrivait dans la continuité de son prédécesseur, excepté semble-t-il une baisse des dépenses sociales (diminution de logements sociaux et privatisation de crèches notamment)⁷⁹. Citons enfin *Coopération 92*. Cette Société d'Economie Mixte, créée par Charles Pasqua et rattachée au Conseil Général des Hauts de Seine, vise officiellement la lutte contre les inégalités Nord/Sud. Elle est cependant accusée d'actions "sulfureuses" en Afrique⁸⁰. Les activités de *Coopération 92* étaient opaques. Aucun rapport sur le contenu et l'évaluation des projets réalisés n'était transmis au Conseil Général⁷⁹. Au moment où Nicolas Sarkozy succède à Charles Pasqua à la présidence de *Coopération 92*, celle-ci était supervisée par Yan Guez, un ancien de la *Sofremi* (société de commerce d'armes), touchant 11 000 euros par mois et roulant en 4x4 de luxe de fonction⁴¹. Si Nicolas Sarkozy a aussitôt lancé un audit financier mettant à jour de nombreuses anomalies financières (emplois fictifs, surfacturations, etc.), il a cependant reconduit Yan Guez dans ses fonctions, tout en souhaitant davantage de transparence. En juillet 2005, le parquet de Nanterre lançait une enquête. Nicolas Sarkozy démissionna de *Coopération 92* quelques temps après, officiellement pour des questions d'emploi du temps⁴¹. L'affaire suit son cours.

 Pour une enquête précise sur le "réseau Pasqua", lire Beau Nicolas, *La Maison Pasqua*, Plon, 2002.

18) Fêter la victoire


Au *Fouquet's*, restaurant parisien de luxe (menu à partir de 80 €), avec environ 200 personnalités parmi les plus influentes du CAC 40 et de l'industrie médiatique. Le même soir, place de la Concorde, Nicolas Sarkozy s'adressait à plus de 20 000 partisans : « *Ce soir, je vous demande d'être généreux, d'être tolérants, d'être fraternels. Je vous demande de tendre la main*⁸¹. »

19) Le cadeau de Vincent Bolloré

Le groupe *Bolloré* a passé des contrats avec l'Etat français. Quelques exemples : en 2005, sa filiale SDV a obtenu un marché de transport émanant du ministère de la Défense, pour environ 36 millions d'euros⁸². En 2006, cette même filiale a passé un contrat avec le ministère des Affaires étrangères concernant le fret de valises diplomatiques, pour plusieurs millions d'euros⁸². Le groupe *Bolloré* est également actionnaire à hauteur de 40% d'*Euro Media Télévision*, propriétaire de la *Société Française de Production*. Cette société bénéficie de commandes publiques, notamment pour la location de studios (l'un de ces studios a abrité le débat du 2 mai 2007 entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal⁸²). Notons que le lendemain de la polémique sur le cadeau de *Bolloré* au nouveau président, de nombreux médias publiaient un sondage de l'*institut CSA* affirmant que 65 % des Français n'étaient « *pas choqués* » par cette situation. Cet institut de sondage appartient à plus de 40% au groupe *Bolloré*⁸³.

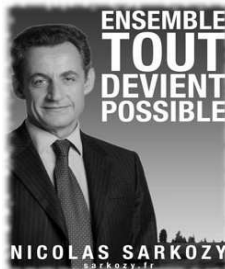
Selon *Bolloré*, les commandes publiques représentent une part négligeable de son chiffre d'affaires (à peine 1% sur 6 milliards d'euros en 2006)⁸⁴. Presque bicentenaire, le groupe *Bolloré* doit sa fortune à son implantation coloniale en Afrique, dans le secteur des matières premières et du transport. Il investit de plus en plus en France, dans le secteur des Télécom, de l'énergie et des médias (actionnaire n°1 de l'agence *Havas*, de la chaîne *Direct 8* et du quotidien gratuit *DirectSoir*⁸⁵). En Afrique, il contrôle de nombreux ports, chemins de fer, routes, filiales de logistique et de transport, plantations, etc. En 2001, *Bolloré* était la plus grosse entreprise française d'Afrique après *Elf-Total*, en situation de quasi-monopole sur les transports Europe/Afrique. Jusqu'en 2005, elle possédait sa propre flotte, une cinquantaine de cargos sous pavillon de complaisance. Des accusations graves sont portées sur les affaires africaines du groupe *Bolloré* : violation de réglementations, constitution de monopoles, répression de syndicalistes, licenciements abusifs, gestion désastreuse d'exploitations forestières, recours aux services secrets, collusion avec des dictateurs (notamment Denis Sassou N'Gouesso au Congo-Brazzaville et Idriss Déby au Tchad)⁸⁶.

Interrogé à Malte, Nicolas Sarkozy affirmait : « *Je souhaite pour l'économie française beaucoup de Vincent Bolloré, de Martin Bouygues, de Bernard Arnault, de François Pinault*⁸⁷. »

 Pour plus de détails sur les affaires africaines de l'entreprise *Bolloré*, lire *Bolloré, monopoles, services compris*, association Survie, L'Harmattan, 2000.

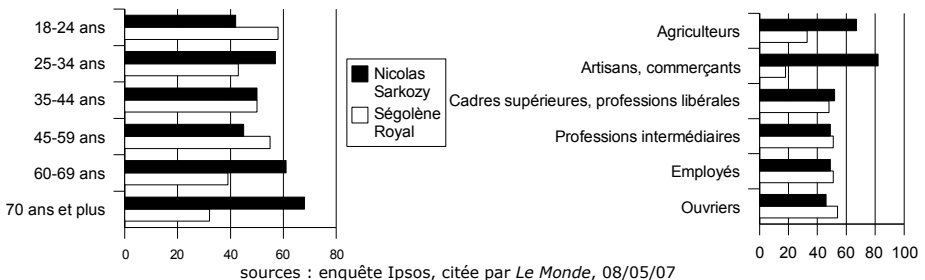
20) Cécilia Sarkozy à la présidence

Juridiquement, rien. La constitution française ne prévoit aucun statut spécial pour l'épouse du chef de l'Etat⁸⁸. Le 27 juin 2007, *Le Canard enchaîné* révélait cependant que Cécilia Sarkozy disposait d'une carte bleue dont les dépenses étaient prélevées sur le compte du Trésor public. Selon la directrice du cabinet du Président, « c'était [pour Cécilia Sarkozy] un moyen plus simple, plus rapide, plus moderne de répondre à ses frais professionnels classiques, tels les cadeaux protocolaires aux épouses des chefs d'Etat étrangers, les gerbes de fleurs ou les frais de représentation. » Suite à cette révélation, Cécilia Sarkozy aurait rendu la carte bleue⁸⁸. L'épouse du chef de l'Etat dispose également d'un bureau à l'Elysée, d'une attachée de presse et d'un conseiller diplomatique⁸⁹. En juillet 2007, elle a participé à des négociations secrètes en Lybie, pour la libération d'infirmières bulgares (« *On ne m'empêchera jamais d'essayer de soulager la misère du monde*⁹⁰ »).



Qui a voté Nicolas Sarkozy ?

Au premier tour, Nicolas Sarkozy a recueilli 11,4 millions de suffrages, soit environ 31% des 36,7 millions de votants. Le total des votes dits "de droite" (François Bayrou, Philippe de Villiers, Frédéric Nihous, Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy) atteignait environ 63,6% des votes exprimés (55,3% aux élections de 2002). Voici la répartition des votes au 2nd tour des présidentielles, en fonction de l'âge et de la profession :



Pour le second tour des présidentielles, avec l'hypothèse de 12,5 millions de Français de plus de 60 ans⁹¹ et un taux d'absentéisme moyen de 15%, nous pouvons estimer qu'un tiers des électeurs de Nicolas Sarkozy avaient plus de 60 ans.

21) De la Françafrique

Aucune de ces mesures. Au contraire, quelques semaines après son élection, Nicolas Sarkozy recevait à l'Élysée Omar Bongo⁹², à la tête du Gabon depuis 1967. De quoi confirmer les prévisions de ce "doyen de la Françafrique" qui, quelques mois plus tôt, déclarait : « Avec Nicolas Sarkozy, il y a une différence parce qu'on est amis. Si demain il me renie parce qu'il est président, je lui dirai : "ce n'est pas sérieux Nicolas". [...] Je crois que le fondement même de la Françafrique restera, quitte à l'améliorer⁹³. » Le nouveau président français a également reçu les dictateurs Idriss Déby (Tchad) et Denis Sassou Nguesso (Congo-B)⁹⁴. En déplacement à Tunis, il a affirmé que le "président" Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, « est en cheminement vers la démocratie⁹⁵. » En Lybie, il a signé des accords de coopération militaires et nucléaires avec le colonel Kadhafi, dirigeant le pays depuis 1970⁹⁶.

Cette continuité avec ce qu'on appelle la *Françafrique*⁷ était prévisible. Avant son élection, Nicolas Sarkozy entretenait des relations avec plusieurs dictateurs. Depuis 2004, il rencontrait régulièrement Omar Bongo⁹⁷, affichait son amitié avec Denis Sassou Nguesso⁹⁸ ou encore avec le monarque marocain Mohammed VI⁹⁹. De plus, les promesses de "rupture" du leader UMP côtoyaient des déclarations contradictoires. Bien que fustigeant la Françafrique, il jugeait la politique africaine de la France exemplaire : « Je crois pouvoir dire qu'aucun pays du Nord ne porte autant d'attention à l'Afrique que la France. Aucune nation n'a autant à cœur la stabilité, le développement, la réussite des pays du continent africain¹⁰⁰. » Il niait la prédation des richesses africaines : « Il faut cesser de répéter que la France est présente en Afrique pour piller ses ressources car, à tout bien peser, c'est vrai, nous n'avons pas économiquement besoin de l'Afrique¹⁰¹. » Pas besoin d'uranium pour Areva, de pétrole pour Total, de bois pour Rougier et Bolloré ? Dans un autre discours, Nicolas Sarkozy parlait pourtant de l'Afrique comme un continent à "conquérir" : « L'Amérique et la Chine ont déjà commencé la conquête de l'Afrique. Jusqu'à quand l'Europe attendra-t-elle pour construire l'Afrique de demain ? Pendant que l'Europe hésite, les autres avancent¹⁰². »

En nommant Bernard Kouchner ministre des affaires étrangères et d'autres transfuges du parti socialiste au secrétaire d'Etat à la coopération, Nicolas Sarkozy a cependant pris soin de brouiller les pistes. Il a également promis de ne pas entraver l'enquête de la Justice française concernant l'affaire Borrel, ce juge assassiné en 1995 à Djibouti¹⁰³. Dans le même temps, lors de sa tournée africaine de juillet 2007, le nouveau président était accompagné de Jean-Charles Marchiani¹⁰⁴, ex bras droit de Charles Pasqua, impliqué dans plusieurs affaires françafricaines¹⁰⁵. Le 27 septembre dernier, Nicolas Sarkozy décernait la Légion d'Honneur à l'avocat Robert Bourgi, conseiller personnel d'Omar Bongo, tout en saluant la mémoire de Jacques Foccart, principal architecte de la Françafrique¹⁰⁶.

✘ Pour plus de détails sur Nicolas Sarkozy et la Françafrique, lire *Françafrique, le réseau Chirac, la relève Sarkozy ?*, association Survie, texte disponible sur www.survie-france.org ; sur les "faces cachées" de Bernard Kouchner, écouter *B.K. : écran total*, émission *Là-bas si j'y suis*, France Inter, 28/09/2007, téléchargeable sur www.la-bas.org et lire Boudiguet Bruno, *Kouchner-la-bonne-cause*, CQFD n°46, texte disponible sur <http://cequilfautdestruire.org>

* Sur la Françafrique, cf. brochure *Que fait la France en Afrique ?*, Les Renseignements Généreux.


22) De la colonisation

(a) Jacques Chirac¹⁰⁷ (b) Charles de Gaulle¹⁰⁸ (c) Nicolas Sarkozy.¹⁰⁹ A plusieurs reprises pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a présenté sa vision de la colonisation française. Pour résumer ses propos :

- La colonisation française a certes produit le pire, mais aussi le meilleur.
- Nous devons être fiers de la France et ne pas noircir son passé.
- La colonisation française n'est pas responsable de la misère, des guerres et des dictatures en Afrique. Celles-ci sont, avant tout, le fait des Africains eux-mêmes.

Le 26 juillet 2007, le nouveau Président confirmait cette position lors d'un discours à Dakar, devant un parterre d'universitaires « *triés sur le volet*¹¹⁰ ». Ce discours, dont nous vous conseillons la lecture, a suscité de vives réactions en Afrique¹¹¹ puis en France¹¹⁰. En voici quelques extraits :

« J'aime l'Afrique, je respecte et j'aime les Africains [...] Jeunes d'Afrique, je ne suis pas venu vous parler de repentance. Je suis venu vous dire que je ressens la traite et l'esclavage comme des crimes envers l'humanité. [...] Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail. Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu féconde des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. [...] La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution. [...] Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. [...] Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin. Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là. [...] La civilisation musulmane, la chrétienté, la colonisation, au-delà des crimes et des fautes qui furent commises en leur nom et qui ne sont pas excusables, ont ouvert les coeurs et les mentalités africaines à l'universel et à l'histoire. [...] Jeunesse africaine, vous voulez la démocratie, vous voulez la liberté, vous voulez la justice, vous voulez le Droit ? C'est à vous d'en décider. La France ne décidera pas à votre place. Mais si vous choisissez la démocratie, la liberté, la justice et le Droit, alors la France s'associera à vous pour les construire. »¹¹²

 Sur la colonisation française et ses conséquences, lire Lindqvist Sven, *Exterminez toutes ces brutes*, Les arènes, 2007 ; Le Cour Grandmaison Olivier, *Coloniser, exterminer*, Fayard, 2005. Sur les formes contemporaines de l'idéologie raciste française, lire Tobner, Diop et Verschave, *Négrophobies*, Les arènes, 2005 ; Dia Fadel, *A mes chers parents gaulois...*, Les arènes, 2007 ; Tobner Odile, *Du racisme français*, Les arènes, 2007.

III Et maintenant ?

« Le but de la République, c'est d'arracher du cœur de chacun le sentiment de l'injustice. Le but de la République, c'est de permettre à celui qui n'a rien d'être quand même un homme libre, à celui qui travaille de posséder quelque chose, à celui qui commence tout en bas de l'échelle sociale de la gravir aussi haut que ses capacités le lui permettent. »

Nicolas Sarkozy, congrès de l'UMP, 14/01/2007

« Le grand art est d'appeler au festin ceux qui sont inscrits au menu. »

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2004

Décrire en quelques pages une personnalité politique parmi les plus médiatisées de France ? Pari évidemment impossible. Cette brochure nécessite de nombreux compléments, par exemple sur les amitiés états-uniennes du président français, ses liens avec l'industrie nucléaire et pétrolière, ses manoeuvres de récupération de l'électorat socialiste, etc. Nous espérons néanmoins avoir apporté quelques éclairages sur le machiavélisme du personnage, son idéologie essentialiste, son projet de contrôle social, le décalage entre discours et réalité, etc.

Mais à trop se focaliser sur un seul individu, nous risquons d'oublier l'essentiel : Nicolas Sarkozy est avant tout le produit d'un système. Ses idées et ses intérêts prospèrent dans un certain contexte économique et politique. Ainsi, la démocratie représentative. Nous avons décrit dans une autre brochure* combien ce régime politique divise la société entre une oligarchie quasiment incontrôlable et un peuple dépolitisé, sans réel pouvoir, réduit au statut de travailleur ou de consommateur. Dans une telle République, le succès électoral dépend de logiques clientélistes et du soutien des médias. Or qui possède l'essentiel de l'industrie médiatique ? Quelques empires financiers qui ont tout intérêt à perpétuer l'ordre établi.** Leur pouvoir sur nos consciences est considérable. En témoigne le commerce de la peur. Après 20 ans de matraquage médiatique sur « l'insécurité », la France a peur. Et quand la France a peur, les oligarchies se frottent les mains : la peur fait de l'audience, la peur transforme un Ministre de l'Intérieur en Sauveur, la peur ouvre de juteux marchés de vidéosurveillance, de biométrie et autres technologies de contrôle social.

Cette convergence des intérêts entre journalistes, capitalistes et politiciens produit des conséquences de plus en plus caricaturales. Si les médias français étaient libres, comment un millionnaire pourrait-il se dire proche du peuple et diminuer l'impôt sur la fortune, se prélasser sur un yacht de luxe ? Un nucléariste s'indigner des désastres environnementaux et promouvoir les autoroutes, imposer les OGM ?

* cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?*, Les Renseignements Généreux.

** cf. brochure *Réinventer les médias*, Les Renseignements Généreux.

Un libéral chanter les louanges du monde ouvrier et attaquer le droit de grève, privatiser les services publics ? Un maire de Neuilly fustiger les "assistés", exalter la méritocratie, et s'entourer de rentiers qui se sont donnés la peine de naître dans de bonnes familles, qui ont bâtis des empires financiers par la spéculation et les subventions de l'État français (Dassault, Pinault, Bolloré...) ? Pas de marketing politique sans journalistes serviles. Pas de manipulation des consciences sans industrie médiatique. Pas de Nicolas Sarkozy sans Bouygues, TF1 et Lagardère.

C'est parce que nous sommes face à un système qu'il s'agit de le combattre comme tel, c'est-à-dire sur tous les fronts. Notre problème, ce n'est pas seulement Nicolas Sarkozy. Ce sont toutes les structures capitalistes, médiatiques et politiques que nous enrichissons par nos modes de vie, par nos manières de nous informer, de consommer, de nous déplacer, d'éduquer les enfants, par la place accordée dans nos vies au travail, aux divertissements, à l'action politique, etc.

Dans cette lutte, nous pouvons compter sur un allié de poids : la réalité sociale, qui de tout côté contredit les discours, fissure les illusions médiatiques. Nicolas Sarkozy et les intérêts financiers qui le portent pourront bien surélever les murailles de la Forteresse France, promettre à chaque français une belle maison et des stock-options, casser le droit de grève, quadriller la population par la vidéosurveillance, le fichage génétique et la biométrie, améliorer l'efficacité des anti-dépresseurs par les nanosciences, remplir les prisons d'enfants, prôner le développement durable, les voitures hybrides et le nucléaire propre... Tous ces sparadraps sur jambe de bois ne font que retarder les évolutions dominantes de nos sociétés occidentales. Notre mode de vie, à la pointe du "progrès" et de la "croissance", n'est pas généralisable : il détruit l'environnement et pille les ressources planétaires. La mondialisation capitaliste produit inégalités et violences : elle grossit le rang des "prêts-à-tout" pour rejoindre l'eldorado occidental. Le productivisme, le salariat et l'individualisme rendent peu de Français heureux : chaque année, les millions de personnes dépressives et les milliers de suicides sont la face émergée d'une immense souffrance sociale et affective.

Par la force des choses, nous serons de plus en plus nombreux à comprendre ce qui nous arrive. Partout en France des initiatives existent, des personnes se regroupent, des luttes sont en germe. Les oligarchies qui nous dirigent en ont conscience, elles qui dépensent tant d'argent pour entretenir l'illusion, nous divertir et nous surveiller. Peut-être vont-elles réussir. Peut-être l'élection de Nicolas Sarkozy est-elle le prémisses de "dictatures vertes" à venir, des Etats de plus en plus coercitifs, capables, face au désastre environnemental et social, d'imposer des restrictions draconiennes et de contrôler une population affolée et apathique. Mais peut-être en sera-t-il autrement. Cela dépendra en partie de nous. De notre capacité à montrer que d'autres façons de vivre et d'autres institutions politiques sont possibles. De notre capacité à nous organiser pour dénoncer et combattre les pompiers-pyromanes, partout où nous le pouvons, de la manière la plus claire et la plus convaincante possible. Si la force de frappe de l'industrie médiatique nous impressionne, si notre capacité de diffusion paraît infime, ne négligeons pas la puissance du bouche-à-oreille et de la ténacité !

* Cf. brochures *L'idéologie du développement, Que fait la France en Afrique ?, A qui profite la dette ?*, Les Renseignements Généreux.

Sources

Si vous contestez le contenu de nos sources, contactez-nous,
ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.

1 *Libération*, 23/12/05 **2** AP, 09/05/2007 **3** Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, 19/05/06 **4** *Place Beauvau*, Recasens, Décugis, Labbé, Robert Laffont, 2006 **5** *Le Monde* 2, 21/04/07 **6** *Canal plus*, 07/05/07 **7** LCI, 07/05/07 **8** *Nicolas Sarkozy et la communication*, Artufel & Duroux, Pepper, 2006 **9** *Nouvel Observateur*, 04/05/07 **10** *Le Figaro*, 06/05/07 **11** affirmation du chanteur dans le journal suisse *Le Matin*, citée dans *Le Monde* 2, 21/04/2007 **12** *Le Monde*, 18/12/06 **13** *Le Monde*, 05/07/07 **14** *Le Figaro*, 20/07/07 **15** *20 Minutes*, 09/07/07 **16** *L'Express*, 12/04/07 **17** *Ruptures*, Serge Portelli, mars 2007, www.betapolitique.fr **18** *Nouvel Observateur*, 11/01/07 **19** *Le Monde*, 30/07/07 **20** *Le Monde*, 30/12/06 **21** CQFD, 16/03/07 **22** *Le Monde*, 26/03/07 **23** *Le Monde*, 01/06/07 **24** Circulaire du 21/02/2006, téléchargeable sur www.contreimmigrationjetable.org **25** *Les Echos*, 27/09/06 **26** Nicolas Sarkozy, discours prononcé devant les nouveaux adhérents de l'UMP, LCI, 22/04/06 **27** *L'Humanité*, 19/09/07 **28** lire l'article de S. Maugendre, Janvier 2006, <http://lmsi.net> **29** *Nouvel Observateur*, 04/07/07 **30** *Le Monde*, 09/11/05 **31** *Le Monde*, 26/07/07 **32** *Le Figaro*, 03/04/07 **33** *Ensemble*, Nicolas Sarkozy, XO éditions, 2007 **34** *Un mouton dans la baignoire*, Azouz Begag, Fayard, 2007 **35** *Le Monde*, 07/04/07 **36** *Le vrai Sarkozy*, Jean-François Kahn, *Marianne* n°521, 23/04/07 **37** *Le Figaro*, 15/01/07 **38** *Le Monde*, 10/05/07 **39** *France 3*, cité par le zapping de *Canal plus* du 11/01/007 **40** *Le vrai Sarkozy*, Jean-François Kahn, *Marianne* n°521, 23/04/07 **41** *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, Victor Noir, Denoel, 2005 **42** *Affaire Elf, affaire d'Etat*, Loïc Le Floch-Prigent, Le cherche midi, 2001 **43** *France Inter*, 03/11/06 **44** *Le Monde*, 19/04/07 **45** *Libération*, 12/04/07 **46** *Philosophie Magazine*, mars 2007 **47** *Nouvel Observateur*, 12/07/07 **48** *Le Monde*, 11/04/07 **49** *Entre le cœur et la raison*, Valérie Domain, Fayard, 2006 **50** *Sarkozy, l'homme (trop) pressé*, Les dossiers du canard enchaîné, n°89, 2003 **51** *Le Canard enchaîné*, 05/05/04 **52** *L'Express*, 12/09/07 **53** *Nouvel Observateur*, 02/08/07 **54** *Le Monde*, 24/07/07 **55** *Libération*, 01/07/05 **56** *Le Monde*, 05/06/05 **57** Nicolas Sarkozy, 20/06/05 à La Courneuve, *Le Monde*, 23/06/05 **58** Nicolas Sarkozy à Corbeil-Essonnes, mai 2002, *Libération*, 17/05/02 **59** cité dans *DOL*, Philippe Squarzonni, Les Requins Marteaux, 2006 **60** Nicolas Sarkozy, discours à Charlevilles-Mézières, 18/12/06, *Canal plus*, 19/12/06 **61** cité par *Le Monde Diplomatique*, 18/04/07 **62** *Punir les pauvres*, Loïc Wacquant, Agone, 2004 **63** Nicolas Sarkozy, congrès de l'UMP, 14/01/07 **64** *Nouvel Observateur*, 31/08/06 **65** *Le Monde*, 25/04/06 **66** Emission « J'ai une question à vous poser », TF1, cité *Canal plus*, 06/01/07 **67** propos tenus au Conseil des ministres, lors de la présentation du projet de loi sur la délinquance des mineurs, rapportés par *Le Canard enchaîné*, 07/06/06 **68** discours devant les nouveaux adhérents de l'UMP, cité par LCI, 22/04/06 **69** meeting à Toulon, 25/03/04 **70** *L'aube le soir ou la nuit*, Yasmina Reza, Flammarion, 2007 **71** meeting à Paris, 12/05/05 **72** congrès de l'UMP, 14/01/07 **73** *Journal du dimanche*, 24/09/06 **74** *La vie*, 19/04/07 **75** *Le Figaro*, 13/05/05 **76** Site Légifrance, www.legifrance.gouv.fr **77** *L'Express*, 30/05/07 **78** Magazine ACRIMED n°4, été 2007 **79** *Nicolas Sarkozy*, Frédéric Charpier, Presse de la cité, 2006 **80** *Noir Silence*, FX Verschave, Les arènes, 2000 **81** cité par *Canal plus*, 07/05/07 **82** *Le Figaro*, 10/05/07 **83** *Le Plan B* n°8, juin 2007 **84** *Le Monde*, 12/05/07 **85** *L'Express*, 18/06/07 **86** *Bolloré, monopoles, services compris*, dossier noir de l'association Survie, L'Harmattan, 2000 **87** *Le Figaro*, 09/05/07 **88** *Le Monde*, 04/07/07 **89** *Nouvel Observateur*, 02/08/07 **90** *L'est républicain*, 04/09/07 **91** Répartition de la population selon l'âge, selon l'INSEE, en 2005, pour 61,22 millions de Français-e-s : moins de 20 ans : 25,4% ; 20 à 39 ans : 26,6% ; 40 à 59 ans : 27,7% ; plus de 60 ans : 20,3%. **92** *L'Express*, 18/06/07 **93** *Le Nouvel Observateur*, 18/02/07 **94** *L'Humanité*, 18/07/07 **95** *Le Monde*, 12/07/07 **96** AFP, 24/07/07 **97** *La Lettre du continent*, 22/02/07, 29/06/06, 14/09/06 **98** *Jeune Afrique*, 25/07/04 **99** *Jeune Afrique*, 05/11/06 **100** Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, 19/05/06 **101** *Jeune Afrique*, 05/11/06 **102** Meeting de Toulon, 07/02/07 **103** *L'assassinat du juge Borrel, une affaire française*, documentaire de Bernard Nicolas, 2007 **104** *L'Humanité*, 28/07/07 **105** *Marchiani : l'agent politique*, Lemasson, Seuil, 2000 **106** *Rue89*, 02/10/07 **107** cité par *Libération*, 12/03/88 **108** 31/01/64, Cité par *Le Canard Enchaîné* du 08/02/06 **109** meeting de Caen, 09/03/07 **110** *Le Monde*, 23/08/07, *Le Monde Diplomatique*, septembre 2007 **111** Lire notamment *Libération* du 2 et du 10 août 2007 **112** Discours à Dakar, 26/07/07, disponible sur <http://www.elysee.fr>

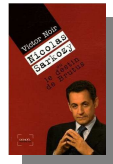
Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :

Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus

Victor Noir, Denoel, 2005

A notre connaissance l'enquête la plus aboutie sur les "faces cachées" de Nicolas Sarkozy. En complément, nous conseillons également *Nicolas Sarkozy*, Frédéric Charpier, Presse de la cité, 2006.



Place Beauvau, la face cachée de la police

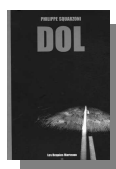
Recasens, Décugis, Labbé, Robert Laffont, 2006

Une plongée dans les coulisses du ministère de l'Intérieur : les réseaux Pasqua et Sarkozy, la manipulation des médias, le fonctionnement des renseignements généraux et des services secrets, les "bavures", etc.

Le Sarkozy sans peine, volume 1

Richard Monvoisin, 2005

Une analyse épicée et stimulante du livre-entretien de Nicolas Sarkozy, *La République, les religions, l'espérance*. Cette brochure est téléchargeable gratuitement sur <http://infokiosques.net>



DOL

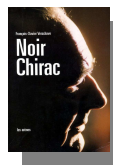
Philippe Squarzoni, Les Requins Marteaux, 2006

Cette bande dessinée dresse un bilan précis et saisissant des années 1995/2006 : les politiques de libéralisation, la destruction des acquis sociaux, l'ascension médiatique de Nicolas Sarkozy, etc.

Noir Chirac

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002

A travers le parcours de Jacques Chirac, François-Xavier Verschave décrit le degré d'opacité et d'impunité régnant au sein de la démocratie représentative française. De quoi imaginer les années à venir ?



Nous vous recommandons enfin quatre émissions *Là-bas si j'y suis* (Daniel Mermet, France Inter), disponibles sur <http://www.la-bas.org> :

- *Ballade au Sarkosistan* (27/04/07) - *L'Afrique désenchantée* (04/09/07)
- *Le poids des mots, le choc de Sarko* (02/05/07) - *Résister c'est créer* (23/05/07)

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 9. La culture du narcissisme |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 3. À qui profite la dette ? | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 4. L'idéologie du développement | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 5. Que devient l'aide au développement ? | 13. Les argumentocs |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 14. Réinventer les médias |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 15. Dominations et liberté |
| 8. Sommes-nous en démocratie ? | 16. Connaissez-vous Nicolas Sarkozy ? |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de lire, modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous la modifiez, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

INTERNET

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-geneux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org